

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOUS LE JOUG !...



Au seuil de la Révolution allemande

QUAND fut proclamé l'abandon de la résistance passive, la presse bourgeoise entonna d'une seule voix un péan triomphal à la gloire du vainqueur de la « bataille de la Ruhr » — ce Poincaré dont le génie, fait d'obstination boutiquière et de patience petite-bourgeoise, a consisté depuis huit mois et demi à savoir attendre l'inévitable fin d'une résistance à laquelle manquait étrangement le vrai nerf de toute guerre défensive : la volonté aveugle de combattre jusqu'au dernier souffle, jusqu'au suprême sacrifice ; ce Poincaré qui, entre parenthèses, et à en juger par ses toutes dernières harangues, paraît être joliment embarrassé à cette heure d'une « victoire » qui ne résout rien et laisse, au contraire, toutes choses en l'état où elles étaient au commencement des hostilités.

N'importe ! Il nous fallait à tout prix une victoire, et la grande presse nous l'a servie telle qu'il nous la fallait, tout empanachée de grandes phrases qui ne coûtent pas cher à ceux qui les écrivent, et qui rapportent ni plus ni moins que ce qu'elles coûtent... Depuis près de neuf mois que durait la « bataille », le grand public n'en discernait plus bien l'objet précis et même, n'en voyant pas la fin, commençait à se laisser ailer à une indifférence totale. La cessation de la résistance passive, que le gouvernement allemand ne pouvait songer à financer un jour de plus, est venue à point pour émousser une opinion de plus en plus distraite et défaillante.

Mais le charme de la victoire n'opérera pas éternellement et l'opinion ne tardera pas à se rendre compte (c'est d'ailleurs déjà commencé) qu'entre la cessation de la résistance allemande et le paiement des réparations par l'Allemagne, la route est encore plus longue que d'ici à Tipperary. Longue et accidentée ; et ce n'est pas avec des hymnes de victoire qu'on la raccourcira d'une lieue ni qu'on l'aplanira.

Nous n'avons jamais été aussi loin du paiement des réparations qu'après la capitulation allemande. Le Reich, depuis huit mois, s'est fantastiquement appauvri, et l'émission ininterrompue de papier-monnaie en vue d'entretenir la résistance dans la Ruhr a fait tomber le million de marks à moins de dix centimes fran-

çais. Moins que jamais cependant, il ne se trouve en état, ni matériellement ni moralement, d'aller quérir les milliards nécessaires aux réparations là où ils sont : dans les coffres-forts que les magnats de l'industrie lourde possèdent à l'étranger.

Cela, Poincaré le sait mieux que personne. Mais l'occupation de la Ruhr n'a jamais eu pour but — nous n'avons cessé de le dire — un règlement définitif et substantiel des réparations prévues par le traité de Versailles. Les réparations, l'Allemagne les payait avant la Ruhr : elle les payait non sans quelque mauvaise humeur sans doute, non sans quelques manquements, mais enfin, tant bien que mal, elle s'exécutait (je parle bien entendu des livraisons en nature, et notamment en coke, en charbon et en bois). L'agression de Poincaré a eu pour résultat immédiat d'arrêter net toute livraison de l'Allemagne, et ce ne sont pas les quelque deux cent mille tonnes par nous saisies sur le carreau des mines, qui ont pu compenser l'arrêt des livraisons volontaires. Non seulement la France n'a rien touché depuis huit mois de ce qu'elle considère comme son dû en vertu du traité de Versailles, mais encore il lui a fallu déboursier des centaines de millions de frais d'occupation.

Que voulait donc Poincaré, en occupant la Ruhr ? Il poursuivait visiblement un double but.

Un but économique d'abord. Il voulait contraindre le capitalisme allemand, riche producteur de coke métallurgique, à passer sous le joug de son congénère le capitalisme français, devenu, par la « désannexion » de l'Alsace-Lorraine, le plus puissant métallurgiste de l'ancien continent. Paul Froelich a exposé cela d'une manière frappante, quand il a dit, à la tribune du Reichstag, je crois que le conflit franco-allemand, c'est la querelle de deux capitalismes dont l'un consent à ne donner que 40 % de ses bénéfices, alors que l'autre, en vertu du droit du plus fort, exige 60 %.

Un but politique, ensuite. Poincaré a toujours estimé, avec le grand état-major, que le traité de Versailles, en ne démembrant pas territorialement l'Allemagne, ne l'a pas affaibli politiquement. Les visées annexionnistes sur la rive gauche du Rhin qui hantaient sa cervelle

au temps où les Allemands étaient encore à Noyon et qui lui firent repousser, en 1917, les propositions de paix du prince Sixte, dominant toujours son esprit. Il n'a cessé de soutenir financièrement les séparatistes rhénans (et même, à un certain moment, les séparatistes bavarois dont la francophobie, pourtant, est bien connue). L'agression contre la Ruhr a été suivie, en Rhénanie, d'un redoublement de l'agitation séparatiste, qui pourrait bien aboutir quelque jour, à la proclamation d'une République rhénane qui, indépendante ou autonome, serait soumise à la tutelle du gouvernement français.

C'est assez dire qu'en jetant dans la Ruhr plus de cent mille soldats, Poincaré songeait à tout ce qu'on voudra, sauf aux réparations. Huit grands jours ont passé depuis la capitulation de Stresemann. Il n'est nullement question d'abandonner la Ruhr ; pas un seul homme de troupe n'a été ramené en arrière. On commence, au contraire, à reparler sans rire du « gage productif », et comme cette plaisanterie, qui a beaucoup servi, a perdu de son sel, M. Buré, qui vit dans le secret des augures, écrit des choses comme ceci : « La question des réparations devient moins inquiétante, mais reste la question de sécurité ». Ce qui veut dire que même si nous obtenions satisfaction sur le chapitre réparations, nous continuerions la bataille (autrement dit l'occupation) ; au nom du chapitre sécurité. Non, la bataille de la Ruhr n'est pas finie. Elle entre seulement dans une phase nouvelle ; toutefois, il sera de plus en plus difficile à l'impérialisme français de s'abriter derrière le prétexte des réparations. Il lui faudra reconnaître que le but qu'il poursuit, tantôt au nom des réparations, tantôt au nom de la sécurité, c'est d'établir l'hégémonie de la bourgeoisie française (métallurgie et militarisme unis) sur toute l'Europe centrale.

*
*
*

Oui, mais l'Allemagne n'est plus, à l'heure actuelle, ce qu'elle était, politiquement et moralement, il y a encore neuf mois. L'Etat allemand a perdu toute force, tout crédit, toute indépendance. Il n'a plus pour subsister que le trillion de marks-papier qu'il manufacture éperdûment chaque semaine ; il est la risée de toutes les classes et de tous les partis, de la réaction comme de la révolution. Sur l'ordre des magnats de la grande industrie, qui tirent les ficelles, il avait proclamé la résistance passive qui lui a coûté prodigieusement cher et qui n'a fait qu'enrichir encore les magnats. C'est parce que ces messieurs des *konzerns* l'y ont autorisé qu'il a cessé la résistance. Leur accord avec le Comité des Forges en vue de « faire participer » ce dernier « aux exploitations et aux bénéfices de la grosse industrie alleman-

de » (ces mots sont de M. Victor Cambon) est aujourd'hui virtuellement réalisé. Que l'Allemagne, en tant que collectivité historique et humaine, perde à un tel marché, c'est chose incontestable ; que la classe ouvrière surtout, livrée, pieds et poings liés, aux appétits conjuvés de deux capitalismes au lieu d'un, voie s'accroître demain cette misère effroyable qui fait que l'ouvrier allemand doit travailler *sept heures* pour se procurer aujourd'hui ce qu'il se procurait jadis en travaillant *une heure*, c'est encore moins contestable. Mais précisément parce que l'entente intercapitaliste qui se prépare dans les coulisses et dont l'abandon de la résistance passive n'a été que le préambule, condamnera à l'esclavage et la nation allemande et les ouvriers allemands (ceux-ci étant frappés deux fois, comme Allemands d'abord, comme ouvriers ensuite), il n'est pas possible qu'elle ne provoque pas en Allemagne une explosion révolutionnaire, soit de droite soit de gauche, soit nationaliste soit communiste, soit peut-être même les deux.

Il y a en Allemagne, comme partout, des nationalistes sincères, ayant au cœur l'amour désintéressé de la patrie allemande, l'idolâtrie de ce vieux peuple allemand qui, parti de rien, est parvenu en un siècle, à force de labeur et de combats, aux sommets de la grandeur (de toutes les grandeurs, y compris celles de la pensée et de l'art) jusqu'au jour où la défaite de ses armes l'a précipité, sanglant, au fond du gouffre. Il y a aussi la masse énorme de la petite bourgeoisie allemande qui, aux trois quarts prolétarisée par les conséquences économiques de la défaite, est séparée pourtant du prolétariat révolutionnaire par les préjugés de son éducation patriotique. C'est à ces nationalistes sincères et désintéressés, à cette petite bourgeoisie presque entièrement prolétarisée, mais dont l'éducation prolétarienne est encore à faire, que le Parti communiste allemand, prévoyant de prochains cataclysmes, a adressé, depuis l'affaire de la Ruhr, ces appels réitérés qui ont fait crier tous les Paul Faure du monde au *nationalo-bolchevisme*. Notre camarade J. Humbert-Dröz, bien placé pour connaître la pensée authentique des communistes allemands, puisqu'il vit avec eux, mêlé à leur action, a fait justice de cette accusation saugrenue. Non, les communistes allemands ne sont pas devenus des patriotes germains. Avec toute l'Internationale, ils pensent que les prolétaires n'auront de frontière à défendre que lorsque, dans la patrie socialiste, ils seront les maîtres du pouvoir et de la propriété. Mais ils sont trop réalistes, trop imprégnés de marxisme révolutionnaire, trop familiarisés avec la dialectique ondoyante et diverse de l'histoire pour ne pas s'être rendus compte que, dans la terrible partie que le pro-

létariat allemand, guidé par eux, aura prochainement à jouer, il doit mettre de son côté, sur la même ligne de bataille, tous ceux qui, victimes de la défaite du grand état-major allemand et du criminel traité de Versailles, se révoltent, à la fois contre les conséquences de la défaite et contre les conséquences du traité. Et ils leur ont dit, à ceux-là : « Venez à nous, camarades ; votre place est à nos côtés. Que voulez-vous ? Vous voulez en finir avec Poincaré ? Nous aussi. Mais que faites-vous ? Pour en finir avec Poincaré, vous vous jetez dans les bras de Cuno, qui n'est pas moins que Poincaré votre ennemi mortel. Poincaré et Cuno, c'est tout un ; c'est sur votre dos que demain ils concluront la paix capitaliste, et vous serez tondus par les deux à la fois. Seule la victoire du prolétariat libérera la patrie allemande, en balayant du même coup Poincaré et Cuno ! »

Ces paroles ont été entendues des petits-bourgeois patriotes dont beaucoup se sont mis à considérer les communistes avec une sympathie dont les grands chefs réactionnaires des grandes associations patriotiques n'ont pas été dupes. Mais les communistes allemands ont tout de même autre chose à faire qu'à chercher à neutraliser les petits-bourgeois de Prusse, de Saxe et de Thuringe et à les détourner ainsi des pièges du fascisme insidieux : ils ont à préparer l'insurrection armée et la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Quand l'heure de l'insurrection sera venue (et fatalement, elle viendra, car pour le prolétariat allemand, réduit à la famine, il n'y a plus désormais qu'une alternative : s'insurger ou périr!), on verra que le « nationalo-bolchevisme » des Thalheimer, des Clara Zetkin, des Hoellein et des Dahlem n'était qu'une fable contre-révolutionnaire inventée à plaisir par des renégats et des traîtres qui croient pouvoir s'en faire un alibi.

L'insurrection ouvrière est fatale, parce qu'elle est la seule issue possible pour un prolétariat accablé de misère et qui se voit trahi. On a pu croire, naguère, qu'elle serait immédiatement précédée d'une prise d'armes des organisations nationalistes. Il semble, aux dernières nouvelles, que ces dernières ne songent plus à s'emparer du pouvoir pour reprendre, contre la France, une guerre évidemment sans espoir. Les réacteurs déterminés qui les dirigent n'ont pas besoin, d'ailleurs, de prendre le pouvoir ; ils sont les maîtres en Bavière et le gouvernement l'Empire lui-même (Stresemann-Hilferding) qui se prépare à réprimer durement la révolution prolétarienne, leur donne suffisamment de garanties. Comme le prévoient les communistes, les organisations nationalistes se montrent

beaucoup plus réactionnaires encore que nationalistes. Leur véritable ennemi, ce n'est pas Poincaré, ce n'est pas non plus Stresemann, malgré sa capitulation devant la France : c'est *Pouvrier allemand*. Avec Poincaré et avec Stresemann, on finit toujours par s'entendre, tandis qu'avec la révolution...

Quoi qu'il en soit, la révolution allemande, quand elle éclatera (et nos amis sauront attendre l'heure), aura immédiatement contre elle le gouvernement Stresemann-Hilferding, solidement appuyé sur la schupo, les grands capitalistes et les organisations réactionnaires armées qui foisonnent en Allemagne. Quelles sont les perspectives qui s'ouvrent devant elle ?

**

Si d'aventure elle était vaincue, une vague de réaction furieuse passerait sur le monde, balayant sur son passage toutes les « conquêtes » du prolétariat, à commencer par la journée de huit heures et les libertés syndicales. L'Internationale, partout, serait mise hors la loi, les Partis communistes devraient rentrer sous terre et devenir clandestins. La réaction de 48 et celle de 71 ne seraient que de pâles idylles auprès de ce que nous aurions à subir, si le prolétariat allemand devait succomber dans la lutte.

Mais la révolution allemande ne peut pas être vaincue (1). Elle sera victorieuse, et alors soit un gouvernement ouvrier soit la dictature du prolétariat s'établira en Allemagne avec l'appui fraternel de l'Union des Républiques soviétiques et aux applaudissements enthousiastes des prolétaires du monde entier. Quel sera, dans une telle conjoncture, le programme de nos camarades allemands ?

Ce sera un programme de paix et de réparations, en même temps de réalisation communiste.

La paix d'abord, la paix avant tout. Et pour avoir la paix, le paiement à la France des réparations, l'exécution du traité de Versailles. Si l'Allemagne est pauvre dans l'ensemble, si l'Etat allemand d'aujourd'hui est en état de faillite totale, il y a en Allemagne une classe capitaliste riche à milliards. La révolution allemande mettra la main sur les « valeurs réelles » des potentats du fer, de la houille et du blé, et s'acquittera des réparations : elle y est prête ou, si l'on préfère, résignée. Elle sait qu'une révolution ne doit pas excéder ses forces et que l'œuvre essentielle de la révolution allemande, c'est de construire une société communiste et non de reprendre avec Poincaré l'aigre débat des Wirth et des Cuno sur la « capacité de paiement » de l'Allema-

(1) Voir ci-après l'article où Radek énumère les chances de victoire des ouvriers allemands.

gne. Avec l'Internationale communiste, les révolutionnaires allemands ont toujours dit que le problème des réparations ne sera résolu que par le prolétariat ; ils montreront pratiquement qu'une telle opinion était juste. Le paiement des réparations par le gouvernement ouvrier de Berlin, ce sera, si l'on veut, le Brest-Litovsk de la révolution allemande. Mais même Brest-Litovsk, en assurant à la révolution russe le répit nécessaire à sa consolidation intérieure n'a pas été, tout compte fait, une si mauvaise opération.

Les révolutions sociales ne se développent pas en ligne droite ; elles sont soumises impérieusement à de obligations, de manœuvre qu'il importe de regarder en face et de comprendre. Sans doute, il serait beau de voir les ouvriers allemands, maîtres du pouvoir politique, proclamer à la face du monde l'annulation pure et simple des traités de servitude et de spoliation élaborés à Versailles. Ils ne commettront pas cette faute ; ils n'entendent pas faire la révolution en dehors du temps et de l'espace ; ils la feront en marxistes révolutionnaires élevés à la grande école du matérialisme historique. Ils signifieront au monde leur volonté de paix avec la France, leur volonté d'effectuer les réparations par l'expropriation des brigands de l'industrie lourde et des spéculateurs, et c'est seulement si la France s'obstinait à occuper la Ruhr et à séparer la Rhénanie du reste de l'Allemagne, si elle voulait contraindre la révolution ouvrière à subir un contrôle économique inacceptable, c'est alors et seulement alors, que la France réactionnaire trouverait devant elle un adversaire à qui parler.

Mais, n'anticipons pas outre mesure sur les événements.

Tout ce que la révolution allemande peut faire actuellement contre le traité de Versailles, c'est de durer, quitte à se soumettre, pour durer, à l'exécution du traité. Un gouvernement ouvrier en Allemagne, même payant les réparations, c'est un grand pas de fait vers l'abrogation de ce traité odieux. Le paiement des réparations pèsera, sans aucun doute, d'un poids horriblement lourd, et cela pendant très longtemps, sur la révolution allemande, qu'elle frustrera dès le premier jour d'une énorme partie de ses ressources et de ses revenus. Elle paiera, néanmoins. Elle paiera, plutôt que de fournir à Poincaré-la-Guerre l'ombre même d'un prétexte à une intervention armée qui ne ferait que retarder l'heure des réalisations socialistes.

Elle paiera parce que ce n'est pas à elle, révolution allemande, qu'est dévolue la tâche d'abroger le traité de Versailles. C'est au prolétariat du pays victorieux, c'est au prolétariat français. Plus que jamais nous devons continuer la bataille contre cet instrument de servi-

tude prolétarienne et de réaction internationale qu'est le traité. Plus que jamais, nous devons dire aux ouvriers qui viendront aux meetings du Comité d'action, que le traité de Versailles est avant tout dirigé contre l'émancipation des travailleurs de tous les pays, à commencer par celle des travailleurs allemands. Plus que jamais, enfin, nous devons répandre l'idée que les réparations, justes dans leur principe, ne peuvent être réglées justement que par le concours de tous les peuples, unis pour en rejeter la charge sur les capitalistes et les profiteurs de guerre de tous les pays. En d'autres termes, les réparations ne peuvent être l'œuvre que des gouvernements ouvriers de France et d'Allemagne.

La lutte contre le traité de Versailles va revêtir un caractère nouveau, son vrai caractère de classe : elle ne pourra plus apparaître désormais comme une tentative du Parti communiste et de la C.G.T. Unitaire pour décharger du poids des réparations « l'Allemagne » des junkers et des magnats, mais comme un effort de la solidarité internationale des travailleurs pour libérer la révolution allemande d'un intolérable fardeau.

La lutte contre l'intervention armée de la France en Allemagne, si cette intervention venait à se produire, ne serait qu'un chapitre particulier de la lutte générale à mener contre le traité de Versailles, car ce serait, bien entendu, au nom de ce traité saint et sacré, que Poincaré marcherait sur Berlin. Mais nous serons d'autant mieux préparés à lutter, *par tous les moyens en notre pouvoir*, contre l'intervention armée de Poincaré, que nous aurons plus énergiquement combattu le traité de Versailles qui porte en lui le germe de tous les actes de force dont il peut plaire au vainqueur d'accabler le vaincu. Dans la campagne d'agitation qui commence et que les manifestes de la C.G.T.U. et du Parti communiste ont ouverte avec éclat le mot d'ordre des prolétaires français doit être aujourd'hui plus qu'hier, demain plus qu'aujourd'hui :

— A bas le traité de Versailles !

Amédée DUNOIS.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

La Politique étrangère de la Révolution allemande

L'Allemagne, profondément humiliée, est réduite à une impuissance complète, que ne caractérise pas essentiellement d'ailleurs l'occupation de son territoire. Le fait essentiel, c'est que ses classes dirigeantes ne sont plus capables de maintenir l'unité nationale, de défendre le pays contre une colonisation par l'étranger, d'empêcher que le cadavre du peuple allemand ne serve à engraisser le domaine d'exploitation des grandes puissances. Le désastre n'est pas tant dans la situation même que dans son développement en régime bourgeois. Tous les gouvernements de l'Allemagne depuis la fin de la guerre ont été des gouvernements de capitulation, parce qu'ils ne pouvaient pas être autre chose. M. Muller signa le traité de Versailles. Kapp, avant même d'être installé, faisait des courbettes à l'Entente. Il croyait peut-être s'en tirer rien qu'avec des courbettes. Mais s'il était resté au pouvoir, gouvernant contre la classe ouvrière, craignant par-dessus tout de lui donner des armes, il n'aurait pu être qu'un vassal de l'Entente. On ne peut pas soutenir une guerre étrangère quand on a contre soi quinze millions de prolétaires. Les nationalistes allemands reprochent maintenant à M. Stresemann d'être l'homme de la capitulation. Ludendorff et Hitler proclament vouloir le pouvoir pour résister à l'Entente. Pure billevesée. A la guerre, c'est celui qui tourne les obus et fabrique les mitrailleuses qui décide de la continuation des hostilités ou de la paix, et celui-là ne pense qu'à ses propres intérêts. Hitler et Ludendorff ne sont que des pantins dont les rois du charbon, du fer ou du blé tirent les ficelles.

N'oublions pas que, pendant la guerre impérialiste, l'armée fut victorieuse tant qu'elle crut à la sainteté de la guerre, et battue aussitôt que son moral fut abattu. Le sens profond des œuvres de Clausewitz réside en ce qu'il a compris le ressort moral de l'abominable métier de la guerre. Le peuple allemand sera capable de prendre l'offensive lorsque le prolétariat allemand et les larges masses comprendront qu'ils souffrent et saignent pour leur propre cause. Alors seulement pourra commencer la reconstruction de l'Allemagne. Pour résister au morcellement par l'ennemi extérieur, le peuple allemand doit refaire son unité intérieure. Est-ce possible en régime capitaliste ? Insensé qui le croirait !

Dans la pauvreté présente de l'Allemagne, le capitalisme signifie pour les larges masses une misère invraisemblable exploitée au profit d'une petite minorité. Quinze millions de prolétaires et neuf millions de petits-bourgeois, appauvris et affamés peuvent-ils se joindre aux propriétaires fonciers, aux usiniers, aux financiers, aux gros négociants, aux junkers ? Poser la question, c'est dicter la réponse. La majorité du peuple allemand ne peut plus refaire son unité que sur le terrain de la misère, de la lutte contre la misère, et contre les profiteurs de la misère. Le peuple allemand ne pourra puiser la force de supporter les grandes épreuves qui l'attendent que dans la conscience de souffrir et de combattre pour la réorganisation de la vie sociale sur des bases meilleures et plus hautes. Il supportera toutes les souffrances que lui

imposera la révolution, parce que la révolution apaisera les voies d'un avenir meilleur.

Des nationalistes reprochent à l'Internationale Communiste de vouloir dicter au peuple allemand sa politique intérieure. Ils sont ridicules. On n'impose pas une révolution. On ne la fait pas non plus sur commande. L'ordre qui déclenchera la révolution allemande viendra de plus haut que de l'Exécutif de l'I. C. Il viendra des profondeurs de la souffrance du peuple allemand poussé à bout. S'il est entendu, une phase nouvelle s'ouvrira dans l'histoire de l'Allemagne. S'il ne l'est pas, l'Allemagne sera rayée pour quelques dizaines d'années de la liste des peuples vivants et deviendra l'objet passif de l'exploitation étrangère.

Que pourra faire le peuple allemand insurgé ? Il est entouré d'ennemis, il est désarmé. D'accord. Mais un peuple de 70 millions d'hommes ne peut pas être anéanti s'il a la volonté de se défendre. La France a des troupes suffisantes pour occuper l'Allemagne ; mais elle ne pourrait pas nourrir l'Allemagne occupée, ni se nourrir elle-même si elle essayait de juguler un grand peuple insurgé. La plus grande chance de la révolution allemande est dans le manque de perspicacité de la politique française.

Une autre est dans l'antagonisme franco-anglais. Les nationalistes allemands ont raison de railler les espérances de M. Stresemann en un sauvetage par l'accord avec la France. Car un accord semblable est impossible sans que la France reste dans la Sarre et sur le Rhin, sans qu'elle garde ses canons braqués sur la Ruhr ; il est impossible, parce que d'Angleterre ne cesserait pas de miner l'Entente franco-allemande, qui ferait de la France la plus grande puissance continentale. Le désaccord franco-anglais n'a de grande importance pour l'émancipation de l'Allemagne que si le peuple allemand est lui-même puissant et agissant. L'antagonisme franco-anglais n'a joué un grand rôle dans la défaite de Napoléon que parce que Scharnhorst, Gneisenau et Blücher avaient derrière eux toute la nation allemande soulevée.

Il y a enfin un troisième facteur de la libération de l'Allemagne : la Russie des Soviets. Existe-t-il des intérêts communs à la Russie et à l'Allemagne ? Le peuple russe est entouré de puissantes nations capitalistes qui veulent le coloniser. Sa situation géographique lui permet de se défendre seul pendant de longues années. Mais, à la longue, le monde capitaliste doit être plus fort que la Russie des ouvriers et des paysans, à laquelle le blocus financier ne permet pas de développer son industrie, base de toutes ses fortifications défensives. La victoire du prolétariat allemand, puis sa coopération économique avec les ouvriers et les paysans russes, procureraient à l'ouvrier allemand des matières premières et des vivres, au prolétariat russe une grande partie des moyens et des capacités techniques nécessaires à la reconstruction de l'immense pays qui s'étend de Vladivostok à la Bérésina. Le Parti Communiste de Russie a solennellement déclaré, en présence des masses de Russie et d'Allemagne, que, malgré son désir de paix, il est décidé à ne pas laisser étrangler par l'Entente une révolution ouvrière allemande ;

et que si le peuple allemand se décide librement pour la solution révolutionnaire, il aura à ses côtés toute la Russie rouge. Personne, croyons-nous, ne méconnaîtra le sérieux de ces déclarations.

Une quatrième condition extérieure de victoire de la révolution allemande sera dans son importance politique en dehors de ses frontières. L'Entente la haïra, mais la craindra bien davantage que l'Allemagne actuelle. Le Parti Communiste français, trop faible, ne pourrait pas, il est vrai, empêcher une guerre en ce moment. Mais en Pologne, le mouvement communiste s'est beaucoup fortifié ces derniers temps, comme vient de le constater M. Grabski, adversaire qui fait autorité. En Tchéco-Slovaquie, la majorité du prolétariat est

derrière le Parti Communiste. D'ailleurs, *la Révolution allemande doit aussi compter avec les forces neuves qu'elle suscitera et qu'elle déchatnera dans les pays voisins.* La lutte des travailleurs révolutionnaires, des intellectuels, des classes moyennes, prolétarisées, des petits paysans d'Allemagne, non pour la restauration de la monarchie des Hohenzollern ou de Stinnes, mais pour la vie d'une libre République allemande du Travail, susciterait dans le monde entier d'invincibles sympathies avec lesquelles devraient compter tous les gouvernements. Ainsi la révolution nous apparaît comme la première condition de la libération du peuple allemand.

Karl RADEK.

Le Bilan d'une Période

La France impérialiste est maintenant la force directrice du continent européen, au delà duquel elle a également une très grande influence. A lui seul, ce fait confère une immense importance au prolétariat français et à son parti. La Révolution européenne triomphera définitivement lorsqu'elle s'emparera de Paris. La victoire du prolétariat sur le continent décidera presque automatiquement du sort du capital anglais. En, enfin, l'Europe révolutionnaire, à laquelle adhéreront immédiatement les peuples opprimés d'Asie et d'Afrique, saura trouver des arguments convaincants pour l'oligarchie qui fait la loi en Amérique. Ainsi donc, la clef de la situation européenne et, dans une large mesure, de la situation mondiale, est entre les mains de la classe ouvrière française.

C'est précisément parce qu'elle attachait et attache une importance extrême au rôle du Parti français que l'Internationale Communiste a suivi avec une attention concentrée la vie intérieure de ce dernier. Durant tout le cours de son histoire, l'ouvrier français a été trompé plus que n'importe quel autre ; c'est ce qui impose au Parti communiste français l'obligation d'être d'autant plus sévère et intransigeant envers lui-même. Sous ce rapport, des résultats considérables ont déjà été atteints, que l'on peut, dans un certain sens, qualifier de décisifs. La lutte intérieure des fractions, les collisions de coteries, les scissions et les exclusions ont eu pour résultat, durant ces deux dernières années, d'aiguiser les dents révolutionnaires du prolétariat français : avec ces dents, il lui faudra ronger le dur métal du plus puissant Etat militariste. Les succès obtenus dans cette voie préparatoire se personnifient, en quelque sorte, dans

la défection de Frossard et l'adhésion de Monatte et de Barbusse.

Frossard, l'ex-secrétaire général du Parti, et, jusqu'à un certain point, l'inspirateur de sa politique officielle, dirigeait la phalange de ces politiciens parlementaires qui avaient tenté de s'adapter à l'évolution décisive de l'avant-garde prolétarienne vers la gauche. Souplesse et vivacité d'esprit, ingéniosité et éloquence, avec ces qualités — utiles à un révolutionnaire comme à tout homme, mais qui, pour un politicien parlementaire se suffisent à elles-mêmes — Frossard, apparemment, avait cru pouvoir perpétuellement louvoyer entre l'Internationale Communiste et ses ennemis, en se couvrant de l'autorité du communisme devant les ouvriers et en prévenant la classe ouvrière française contre les « excès » de Moscou. Opposant ses improvisations diplomatiques, dont les échappatoires, les équivoques et l'ambiguïté constituaient la principale habileté, à la ligne principale de l'Internationale Communiste, Frossard, néanmoins, n'avait pu éviter de s'enfermer dès les premiers pas. Faits éminemment caractéristiques de la position de cet homme : quelques heures avant sa sortie du Parti communiste, il ne savait pas encore s'il irait à Moscou pour y participer, comme membre de l'Exécutif, à la direction politique de l'Internationale Communiste, ou s'il passerait dans le camp des ennemis de cette dernière.

Les particularités individuelles de Frossard ne doivent pas, néanmoins, nous voiler le caractère du « frossardisme ». En Italie, nous avons eu un conflit avec le camarade Serrati, qui, avec sa fraction, s'est mis pour longtemps en dehors de l'Internationale Commu-

niste. Le développement exceptionnellement orageux des événements politiques a poussé de nouveau la fraction maximaliste avec son chef du côté de l'Internationale Communiste. nous espérons que la fusion se fera, et, cette fois, solidement. En Allemagne, nous avons eu l'épisode — maintenant classique — de Paul Lévi qui, s'étant élevé contre la tactique manifestement erronée du Parti communiste allemand en mars 1921, a réussi en quelques semaines à prouver qu'il n'avait besoin que d'un prétexte plus ou moins plausible pour passer aux ennemis de la révolution prolétarienne. Sous une forme moins nette et moins achevée, parfois à peine ébauchée, nous avons assisté à des phénomènes analogues dans les partis tchéco-slovaque, norvégien et autres.

Ce qui frappe au premier abord, c'est de trouver dans tous ces conflits à la tête des scissionnistes ou des hésitants, les « chefs » les plus en vue, c'est-à-dire ceux qui, extérieurement tout au moins, avaient dirigé le mouvement en faveur de Moscou et de la III^e Internationale : Serrati, chef incontesté du parti italien jusqu'en septembre 1919 ; Paul Lévi, président du parti allemand ; son imitateur Friesland, secrétaire général du même parti ; Frossard, secrétaire général du parti français. Par elle-même, cette répétition montre que ce n'est pas un simple hasard, mais une loi. L'explication n'en est pas très compliquée. Dans les pays d'ancien capitalisme, d'anciennes traditions social-démocrates, constituer un parti communiste, c'était rompre avec tout un passé réformiste, nationaliste, parlementaire. Or, la couche supérieure des socialistes ayant un nom, une autorité, était indissolublement liée à ce passé. Bien plus, les social-démocrates qui, à l'époque d'avant-guerre ou durant la guerre, siégeaient à l'extrême-gauche du parti, c'est-à-dire faisaient opposition à sa politique officielle, étaient en grande majorité les prisonniers de cette politique et leur opposition à la tendance des Scheidemann et des Renaudel, au lieu d'être révolutionnaire et agissante, avait un caractère oratoire, littéraire, formel, purement verbal. Lorsque, après la guerre, il apparut que les masses évoluaient irrésistiblement vers la gauche et n'avaient qu'un désir : régler leurs comptes avec la bourgeoisie, il sembla aux social-démocrates de l'opposition que leur temps était venu, que la masse justifiait leurs critiques et se disposait à suivre leurs indications. La situation et la politique de

ces messieurs rappelaient beaucoup celles des libéraux modérés pendant la révolution : le premier éveil du peuple a toujours semblé aux libéraux une preuve de la justesse de leur point de vue et leurs forces ; mais, le lendemain déjà, ils se convainquent avec effroi que la masse, tout au moins sa partie révolutionnaire, ne fait pas très grande différence entre les maîtres d'hier et leurs adversaires modérés. Alors les libéraux se jettent dans les bras de la réaction...

Le fait que les leaders opportunistes de l'opposition social-démocrate se sont trouvés à la tête du Parti communiste s'explique par l'impuissance de la partie véritablement révolutionnaire de la classe ouvrière à former en quelques mois de nouveaux chefs et à les pousser au premier plan. Il faut reconnaître que, durant les premières années de l'Internationale Communiste, nous avons eu à la tête de plusieurs de ses partis soit des chefs révolutionnaires, mais inexpérimentés et insuffisamment maîtres d'eux-mêmes, soit des demi-révolutionnaires perpétuellement hésitants, mais jouissant d'une autorité considérable et doués d'une grande expérience politique. C'est ce qui a été et est encore jusqu'à ce jour — quoique la situation se soit sensiblement améliorée — la cause des difficultés, des frottements et des conflits qui se produisent au sein de l'Internationale. Plus que tout, les chefs demi-centristes redoutaient d'être délogés de la voie de la légalité, voilée d'un radicalisme formel. C'est pourquoi, quand il s'agissait de donner une position révolutionnaire aux questions politiques, de préparer effectivement le prolétariat à l'insurrection, ils se retranchaient derrière le paravent de l'« autonomie nationale ». Mais l'identité de Paul Lévi, Frossard et autres, atteste qu'il ne s'agissait pas en réalité des particularités de la situation nationale — dont il faut, certes, soigneusement tenir compte — mais d'une tendance internationale bien déterminée, d'une sorte de centrisme de gauche, prêt à adopter les rites de l'Internationale et à avaler sans sourciller les vingt et une conditions et encore plus s'il était nécessaire, mais à la seule condition que tout restât à peu près comme par le passé. Frossard était le représentant achevé de ce centrisme de gauche. Aussi sa sortie du parti et celle de ses amis est-elle un jalon extrêmement important dans la voie de la création du parti révolutionnaire du prolétariat français.

Si Frossard lui-même, comme nous l'avons vu, ne peut être considéré en aucun cas comme une particularité nationale, par contre la raison pour laquelle il a si longtemps réussi à tromper les autres et à se tromper lui-même sur sa vocation politique, doit être cherchée dans les particularités de la situation politique en France. Contrairement non seulement à l'Allemagne vaincue, mais aussi à l'Italie demi-vaincue, la France victorieuse a traversé les années les plus critiques d'après-guerre sans convulsion politique profonde. Quoique les tendances fondamentales qui mènent ce pays à la catastrophe révolutionnaire soient les mêmes qu'en Allemagne ou en Italie, leur manifestation est moins accusée, moins violente, plus masquée. Par suite, la formation de l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire s'est effectuée, tout au moins jusqu'à ces derniers mois, à marche ralentie.

Extérieurement, l'ancien parti socialiste évoluait progressivement dans le sens du communisme après avoir, à Tours, jeté par-dessus bord ses éléments par trop compromettants. Mais, au fond, c'était — la mort dans l'âme — qu'à Tours un grand nombre d'adeptes de Renaudel et de Longuet s'étaient séparés d'eux, espérant acquérir par ce sacrifice le droit à la direction du Parti communiste, qui devait leur témoigner sa reconnaissance en ne les obligeant pas à rompre avec leurs bonnes vieilles habitudes. Par suite du ralentissement général et du conservatisme de la vie politique en France après la guerre, la gauche même, telle qu'elle s'était constituée sous la forme du Comité de la III^e Internationale au sein du parti socialiste, manquait de caractère et d'homogénéité. C'est précisément ce fait, dont nombre de camarades ne se rendaient pas nettement compte, qui empêcha longtemps l'Internationale de recourir à des mesures plus décisives contre la politique de Frossard et de ses amis. Durant l'année 1921 et le premier semestre de 1922, ce groupe avait déjà donné assez de raisons pour une rupture directe. Mais à cette époque, la rupture n'aurait pas été comprise de la masse des membres du parti, la scission se serait effectuée suivant une ligne relativement fortuite, et enfin, dans la fraction de gauche, l'Internationale aurait trouvé un groupement extrêmement bariolé ayant besoin d'une épuration intérieure. Il fallait tout d'abord assurer aux éléments de gauche la possibilité de se faire une idée claire de leur rôle, de souder

idéologiquement, de grouper autour d'eux une portion considérable du Parti, et alors seulement le travail préparatoire de critique doctrinale et d'éducation de l'Internationale pouvait être complété par des mesures d'organisation décisives et des opérations « chirurgicales » de grande envergure. Dans ce sens, la lenteur du développement politique de la France a eu pour le Parti communiste des avantages. La gauche n'a pas été soumise à une grande épreuve politique avant d'avoir pu s'y préparer sérieusement. En Italie, le moment de la scission dans le parti socialiste n'avait pas été choisi pour des raisons tactiques. Il avait été imposé par la capitulation honteuse des éléments dirigeants lors des événements de septembre 1919. En France, le moment de la rupture avec les centristes de gauche dépendait, dans une large mesure de l'Internationale. Quelques camarades, il est vrai, surtout du Parti communiste français lui-même, cherchaient à forcer les événements, jugeant la tactique de l'Exécutif trop indécise, trop tolérante, et même erronée. En tout cas, qu'il y ait eu ou non de légères erreurs commises (et il y en a eu probablement) nous pouvons maintenant, considérant la période achevée, dire avec assurance que dans l'ensemble la tactique de l'Exécutif était juste non seulement dans ses méthodes, mais dans son rythme qui correspondait entièrement au *rythme intérieur du développement de l'avant-garde prolétarienne en France*. Grâce précisément à cette correspondance, notre parti français, après une crise intérieure profonde et aiguë et l'expulsion des éléments hétérogènes, a conservé dans ses rangs la grande majorité de ses membres, tout l'appareil du parti et l'organe central (*l'Humanité*), dont l'importance est incomparablement plus grande qu'en aucun autre pays. Il convient de signaler que sous ce rapport, le parti et l'Internationale doivent beaucoup au camarade Marcel Cachin, qui a eu avec l'Internationale des malentendus, mais qui, à la minute décisive, a occupé sans hésiter son poste dans le camp de la révolution.

L'opération chirurgicale entreprise par le IV^e Congrès était incontestablement difficile et semblait même à certains trop risquée : il s'agissait, en effet, de la rupture définitive, sans retour et immédiate, avec l'opinion publique bourgeoise et ses institutions les plus équivoques, comme la franc-maçonnerie, la Ligue des Droits de l'Homme, la presse radi-

cale, etc. Comme cette opération chirurgicale, adroitement menée, touchait à sa fin, Frossard, qui continuait encore à hésiter, regarda autour de lui et vit qu'il n'avait rien à faire dans ce parti. Et par la porte par laquelle Frossard, avec les francs-maçons, les ligueurs, etc... sortaient du parti, deux hommes : Monatte et Barbusse, y entraient.

L'adhésion de Monatte n'est pas plus un épisode individuel que la défection de Frossard. Avec plus d'éclat et plus d'intransigeance que personne, Monatte avait représenté pendant et après la guerre les traditions du syndicalisme révolutionnaire de la bonne époque. La méfiance à l'égard de la « politique » et du « Parti » était l'élément fondamental de ces traditions. Il y avait assez de raisons historiques d'être méfiant. Durant toutes ces dernières années, Monatte avait été l'ami fidèle de la révolution russe, et n'avait jamais bronché aux jours les plus pénibles. Mais il considérait d'un œil extrêmement soupçonneux le Parti communiste, à l'écart duquel il se tenait. Ce n'est que lorsque le parti eut prouvé par des actes qu'il ne s'arrêterait pas devant les mesures les plus rigoureuses pour affirmer la composition prolétarienne et son caractère révolutionnaire que Monatte demanda une carte de membre. C'est là plus qu'un geste personnel. Il signifie que le parti a percé la carapace de méfiance qui tenait éloignée de lui toute une couche d'ouvriers révolutionnaires. Dans ce parti, complété par des éléments d'éducation politique différents, il y aura sans doute encore des frottements intérieurs, mais son caractère véritablement prolétarien et — partant — son avenir révolutionnaire, sont désormais assurés.

L'adhésion de Barbusse a un caractère plus individuel. Barbusse ne représente aucune tradition révolutionnaire d'avant-guerre. Par contre il incarne mieux que personne la conscience révoltée de la génération de la guerre. Président de l'Association Républicaine des Anciens Combattants, Barbusse avait conservé jusqu'à présent son indépendance formelle à l'égard du Parti communiste, reflétant ainsi l'indignation profondément révolutionnaire mais inorganisée des masses ouvrières et paysannes de la période d'après-guerre. Mais lorsque les rapports politiques se furent déterminés, lorsque les déclamateurs du pacifisme et les dilettantes de la révolution furent retournés au bercail bourgeois, Barbusse se

présenta à la porte du parti et dit : Me voici ! Par ce geste, il témoigne que pour tous les éléments intelligents, honnêtes et indignés, qui ont échappé aux hécatombes de la guerre, il n'est d'autre issue spirituelle que le Parti communiste. Sous le lyrisme contenu de la lettre de Barbusse à l'*Humanité* perce la passion révolutionnaire véritable. Nous félicitons le Parti français de cette conquête.

A peine Frossard avec sa suite avaient-ils franchi le seuil du parti, que les événements de la Ruhr soumettaient ce dernier à une sérieuse épreuve politique. Il a prouvé qu'en se débarrassant des éléments étrangers, il s'était fortifié et avait grandi de cent coudées. Les répressions qui s'abattent sur lui ne font que consolider sa cohésion morale.

Les principales difficultés, évidemment, sont encore à venir. Mais ce que l'on peut affirmer avec certitude, c'est qu'en France existe, vit, combat et grandit un véritable Parti communiste.

Léon TROTSKY.

■■■■ VIENT DE PARAÎTRE LE N° 24 DE ■■■■

L'Internationale Communiste

Organe du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste
(Edition française)

L'article de Trotsky, *Le bilan d'une Période*, que donne, dans ce numéro-ci, le *Bulletin*, a été emprunté à l'*Internationale Communiste*. Il en est de même des quelques pages de notre camarade écossais Newbold sur *Les Partis à la Chambre des Communes*, qui ont été détachées de l'article intitulé : *Le Parlement britannique et son fonctionnement*, et que nous donnerons dans le prochain numéro.

L'Internationale Communiste est l'indispensable instrument de tous les militants de la III^e Internationale qui veulent mener de pair l'étude et l'action.

Elle publie environ 4 numéros par an, d'au moins 128 pages de deux colonnes grand format (0.29 x 0.21). Prix du numéro : 5 francs.

Les acheteurs du N° 24 recevront, contre un versement additionnel de 7 francs, les trois numéros antérieurs de l'Internationale Communiste, soit 4 numéros pour 12 francs au lieu de 20 francs.

Pour le Bloc ouvrier et paysan

Considérations générales

Les camarades ont lu, dans le *Bulletin Communiste* du 2 août dernier, la résolution de l'Exécutif Elargi de juin sur le Bloc ouvrier et paysan. J'ai signalé en leur temps, dans notre presse régionale et agraire, les discours de Zinoviev, de Varga, de Radek, de Negri, ainsi que certains articles de Varga et de Dombal, parus dans la *Correspondance Internationale*.

Je pense qu'il est nécessaire de reproduire ici les phrases les plus caractéristiques de ces discours et articles :

« Le prolétariat industriel et agricole n'est pas assez fort, seul, pour renverser la bourgeoisie. » (Varga.)

« Il faut avoir, pour faire la Révolution, la majorité du pays derrière nous. » (Zinoviev.)

« Nous ne sommes pas seulement un Parti ouvrier dans la société bourgeoise, mais un Parti ouvrier qui est aussi le *Parti du peuple laborieux entier*. » (Zinoviev.)

« Pour arriver à la dictature du prolétariat, il faut savoir conquérir les paysans... D'ailleurs, les paysans commencent partout à jouer leur rôle propre. » (Zinoviev.)

« Jamais encore, dans aucun pays, la classe paysanne n'a pu garder longtemps le pouvoir... Elle doit être conduite par une autre classe. Sera-t-elle dirigée par le Capital qui l'exploite, ou par le prolétariat qui ne l'exploite pas ? » (Varga.)

« Les revendications économiques seules ne suffisent pas à améliorer la situation des paysans. Cette situation ne s'améliorera pas tant que les ouvriers n'auront pas pris le pouvoir avec eux. » (Radek.)

« Le petit paysan, avec le paysan moyen, ont souvent une petite fortune, mais cette fortune ne constitue pas dans leurs mains un capital, puisqu'ils ne s'en servent pas pour exploiter d'autres hommes. Ils se servent des moyens de la production comme base naturelle de l'emploi de leurs propres forces de travail, et non pas comme moyens d'exploitation du travail d'autrui. D'autre part, la classe paysanne est exploitée par le capital sous une forme différente, mais autant que les ouvriers proprement dits... Le prolétariat et la classe paysanne se trouvent donc en face d'un ennemi commun. » (Varga.)

D'autre part, la résolution de l'Exécutif Elargi classe les paysans de la façon suivante :

« Doivent être considérés comme paysans riches les entrepreneurs capitalistes agricoles employant plusieurs (1) salariés et liés à la paysannerie uniquement par l'infériorité de leur culture, leur façon de vivre, leur travail physique personnel dans l'exploitation. C'est là la couche bourgeoise la plus nombreuse, ennemie directe et acharnée du prolétariat révolutionnaire. »

« La masse des paysans laborieux que l'on exploite et que le prolétariat des villes doit conduire au combat, ou tout au moins gagner à sa cause, est représentée dans tous les pays capitalistes par :

1° Le prolétariat agricole, composé des ouvriers et salariés agricoles qui gagnent leur vie par leur travail salarié ;

2° Les demi-prolétaires ou paysans travaillant

en qualité d'ouvriers agricoles ou cultivant le lopin de terre qu'ils possèdent ou louent et qui ne leur rapporte que le minimum nécessaire ;

3° Les petits propriétaires, les petits fermiers qui possèdent ou louent de petits lopins de terre et peuvent satisfaire aux besoins de leur famille sans embaucher des travailleurs salariés. »

Je pense que les métayers épars en Corrèze, et plus nombreux dans d'autres régions, peuvent être classés dans l'une ou l'autre des deux dernières catégories, suivant la région, l'importance de leur domaine et les conditions particulières locales du métayage.

Dans le centre de la France (Corrèze, Creuse, Puy-de-Dôme, etc.), et partout où dominent la petite et la moyenne propriété, les paysans propriétaires exploitants peuvent être rangés dans la troisième catégorie et non dans celle des paysans riches, bien qu'ils utilisent, à certaines époques de l'année (travaux de la moisson, garde des troupeaux pendant l'estivage, etc.), des salariés (journaliers, saisonniers ou embauchés à l'année, mais surtout des bergers ou des domestiques (1)) à la saison ou à l'année.

Rares, d'ailleurs, sont les paysans propriétaires exploitants qui, chez nous, ne se trouvent pas dans ce cas, sauf, bien entendu, ceux qui ont une nombreuse famille et dont les enfants, arrivés à un certain âge, remplacent les domestiques et bergers que, sans eux, il faudrait louer.

Il est donc nécessaire de bien étudier la question, afin de déterminer jusqu'où peut aller l'influence de l'I. C. dans les campagnes, et afin de bien formuler les revendications immédiates du programme agraire.

Il s'agit, en définitive, pour le prolétariat de s'allier avec les paysans travailleurs. Varga a proposé de dire : *Bloc des ouvriers et des paysans travailleurs*. Mais cela alourdirait le mot d'ordre et ne m'apparaît pas nécessaire, du moins chez nous, le propriétaire foncier véritablement riche n'y étant pas désigné sous l'épithète de paysan, mais bien sous celle de bourgeois.

Application du mot d'ordre

Pour l'application du mot d'ordre du Bloc ouvrier et paysan, Dombal a demandé la création à l'I. C. d'un Bureau international paysan et la convocation d'un Congrès international paysan. Il a aussi préconisé la création d'organisations professionnelles de paysans travailleurs pour les opposer aux organisations de paysans riches.

L'Internationale Communiste vient de convoquer la première Conférence Internationale des Paysans. Elle aura lieu à Moscou dans la première quinzaine de ce mois. Y sont conviés des militants communistes paysans, ainsi que des paysans sans parti ou des personnalités influentes dans les campagnes.

En même temps, l'I. S. R. organise, également à Moscou, une Conférence internationale des Travailleurs de l'Agriculture et des forêts.

(1) Les salariés sont souvent des filles ou des fils de paysans qui se louent ou vont travailler chez les autres en attendant leur mariage ou leur établissement, comme propriétaires exploitants chez leurs parents ou beaux-parents ou comme métayers ou fermiers.

(1) C'est moi qui souligne.

Et, d'autre part, un Comité paysan russe a invité, à l'Exposition panrusse d'agriculture et des industries domestiques, tous les paysans ou représentants de paysans du monde entier. Le logement et l'entretien de ces délégués, du 1^{er} au 15 octobre, seront assurés gratuitement. Ce sera là un puissant moyen de propagande pour le Bloc ouvrier et paysan et aussi pour le rayonnement de la Révolution russe, qui ne craint pas, comme on le voit, de se montrer dans ses détails et de s'offrir à la critique de tous.

Pour l'application en France du mot d'ordre du Bloc ouvrier et paysan, je me bornerai à étudier les organisations professionnelles demandées par Dombal et à l'étude, en général, des revendications immédiates.

Syndicats. — Depuis longtemps, il existe, çà et là seulement, quelques syndicats d'ouvriers agricoles adhérents aux deux C. G. T. et quelques syndicats de métayers autonomes ou adhérents à la C. G. T. D'autre part, depuis le Congrès tenu à Tulle, le 12 mars 1922, la *Fédération des Travailleurs de la Terre*, qui s'est constituée à l'appel de quelques militants communistes, autour du Syndicat des Travailleurs de la Terre de Meymac, créé en 1920, groupe plus de 2.000 paysans, répartis en 21 syndicats.

Cette fédération étend son action en Corrèze et, çà et là, en Dordogne, Charente, Saône-et-Loire, avec des noyaux ailleurs ; elle possède un bulletin mensuel, le *Travailleur de la Terre*, dont l'abonnement est obligatoire pour tous les adhérents et qui se place nettement sur le terrain de la lutte de classes et de la défense de la Révolution russe.

Son caractère spécifique réside dans le fait qu'elle n'accepte pas comme membres le propriétaire ou le fermier non exploitants, ni des syndicats agricoles qui ne seraient pas composés — et cela sans aucune exception — de véritables travailleurs de la terre.

Par contre, dans les régions de petite culture où ces syndicats sont nécessaires, ces derniers font la plus large place aux fermiers exploitants épars dans le pays, ainsi qu'aux métayers et salariés, peu nombreux aussi, et la Fédération s'enorgueillit de compter déjà, parmi ses meilleurs militants, de simples métayers et fermiers.

Elle a donc de ce fait, au maximum possible, le caractère prolétarien nécessaire pour la lutte de classe.

C'est pourquoi, après son adhésion morale, votée spontanément, à la C. G. T. U. à son Congrès de Meymac (août 1922), la Fédération cherche le moyen de donner son adhésion aussi effective que possible à une organisation prolétarienne. Mais cette adhésion ne peut être arrêtée qu'avec des modalités spéciales nécessitées par la situation des paysans *propriétaires* travailleurs.

En tous cas, cette organisation peut évoluer, de même que les syndicats ouvriers et les coopératives, dans le champ d'influence de l'Internationale, car elle a une double forme. Elle est coopérative pour tous ses membres, mais, pour une minorité qui doit grandir, elle est — et doit être surtout — également syndicale.

On entre d'abord dans le Syndicat des Travailleurs de la Terre pour y trouver les engrais et autres denrées dont on a besoin. On participe plus ou moins à l'administration et à la gestion de l'association locale et de la fédération. On entrevoit peut à peu les bienfaits de l'association, de plus en plus élargie, depuis le syndicat local jusqu'à l'Internationale des producteurs terriens.

En même temps se développe lentement l'esprit

syndical, et la conscience de classe naît de cette éducation élémentaire qui prend ses racines dans la vie de chaque jour. Le paysan rallié de ce fait, peu à peu, l'armée des travailleurs qu'il a jusqu'à maintenant tenue en suspicion.

Et si le résultat n'est pas atteint complètement à cause des longues traditions de servitude et de l'isolement des campagnes, les masses rurales verront, par les syndicats, leurs noyaux éduqués grandir en nombre et en importance, ce qui ne contribuera pas peu à aider la classe ouvrière dans ses luttes quotidiennes contre la bourgeoisie, ainsi qu'à faciliter, après l'acte révolutionnaire inévitable, par une production agricole soutenue et persévérante, le grand travail constructif, enfin possible, au lendemain de la Révolution.

Le paysan, parvenu à la notion de la lutte de classe, débarrassé de tout le confusionnisme démocratique et petit-bourgeois, certain enfin de la possession des produits de son travail dans l'Etat prolétarien, et non de l'imbécile « partage » de son cheptel et de son champ, sera, en continuant sans interruption à labourer son champ, un bon révolutionnaire en attendant qu'achève de se développer dans sa génération l'éducation communiste nécessaire.

Ajoutons que les administrateurs qui se seront formés dans les syndicats sont, en puissance, une force pour la gestion de demain.

C'est pourquoi les militants paysans qui animent la masse des syndiqués de la Terre pensent qu'il est du devoir de tous les communistes d'apporter une grande attention à cette forme syndicale et coopérative agraire, partout où les propriétaires exploitants dominent, et d'aider à la création de syndicats.

Il n'y a pas à choisir entre ces syndicats et les associations agricoles que la bourgeoisie a créées un peu partout. Ces dernières, si elles comprennent aussi des paysans, sont infestées de gentilshommes campagnards, de bourgeois ruraux, de politiciens et d'hommes d'affaires plus ou moins propriétaires, ou pas du tout, mais non exploitants.

Ces associations ne s'administrent pas elles-mêmes ; elles sont administrées par ces privilégiés, aidés avec beaucoup d'empressement par les directions des Services agricoles, les Offices départementaux agricoles, les préfets, sous-préfets, ministres, sous-ministres, etc.

Ajoutons que, grâce à cet embrigadement des paysans et à leur encadrement par les hobereaux et les fonctionnaires, la cohorte des politiciens locaux de la bourgeoisie trouve sa besogne de propagande électorale facilitée. Il n'est donc pas possible de considérer de pareils groupements comme des syndicats, bien qu'ils en portent le nom.

Mais si, dans les régions de petites propriétés, les ruraux doivent être attirés par les syndicats des Travailleurs de la Terre, dans les régions où la grande propriété domine, travaillée par des salariés, il faudra développer les syndicats proprement dits adhérents à la Fédération Nationale des Travailleurs de l'agriculture. Il en sera de même pour les syndicats de métayers dans les pays (Bourbonnais, par exemple) où dominent ces catégories d'exploités.

Par cet exposé, on voit que l'existence des syndicats (coopératifs) de Travailleurs de la Terre constitués en Corrèze et dans quelques autres régions, répond assez bien, avec celle des syndicats de métayers et d'ouvriers agricoles, au projet d'organisations professionnelles paysannes dont parle Dombal.

Cette existence suffit aussi à tranquilliser le ca-

marade Varga, puisque le principe même de leur composition leur permet de trier automatiquement les travailleurs des exploitants, les paysans pauvres des fonciers riches.

Les syndicats de Travailleurs de la Terre, animés tous par des camarades du Parti et composés de travailleurs à l'exclusion absolue des propriétaires non exploitants, offrent au communisme des champs d'influence préparés. Ils participent efficacement et pratiquement à la réalisation du mot d'ordre du *Bloc ouvrier et paysan*. Ils permettent également l'étude plus complète et détaillée de la question agraire, telle qu'elle se présente dans chaque pays et dans chaque région agricole.

Revendications immédiates. — Nous avons en mains la thèse agraire votée au Congrès de Marseille (décembre 1921) et la résolution récente de l'Exécutif Elargi sur le Bloc ouvrier et paysan. Maintenant que nous avons compris que le prolétariat industriel et agricole doit, pour vaincre la bourgeoisie, s'allier aux paysans laborieux, il nous faut chercher et préciser les revendications immédiates des paysans. Cette tâche va être facilitée par la multiplication de nos Syndicats de Travailleurs de la Terre. Que le Parti leur vienne en aide ! Que les fédérations du Parti s'emploient à en créer partout.

Suivons avec soin l'action de la Fédération chez les domestiques et ouvriers agricoles, chez les métayers, chez les petits propriétaires exploitants. Avec son aide, il nous sera facile d'étudier, de formuler les revendications immédiates d'un programme agricole.

L'étude de la situation des paysans qui composent les Syndicats de Travailleurs de la Terre existants fait déjà ressortir sur le plan général :

La *lutte contre le commerce*, qui achète les produits agricoles ou vend des produits industriels et des engrais à des prix arbitrairement élevés ;

La *lutte contre la politique des tarifs ferroviaires* ;

La *lutte contre l'Etat bourgeois* en général, dont les paysans deviennent de plus en plus les fermiers ;

La *lutte contre la justice bourgeoise*, avec ses tribunaux civils et administratifs autour desquels se presse la tourbe des hommes d'affaires officiels ou officieux ;

La *lutte contre le militarisme*, qui recrute ses victimes surtout dans les campagnes ;

La *lutte supplémentaire des métayers et des fermiers* contre l'exploitation de leurs propriétaires (féodaux modernes ou petits fonciers non exploitants) ;

La *lutte des salariés ruraux* contre leurs employeurs, etc., etc.

On comprend que, dans ces multiples luttes, nos Syndicats de Travailleurs de la Terre seront des armes excellentes non seulement pour l'amélioration du sort des paysans eux-mêmes, mais encore pour l'Internationale.

Par leur caractère *coopératif*, ils amorcent la lutte des paysans contre le mercantilisme bourgeois, qui fait peser sur eux les pires exactions.

Par leur caractère *syndical*, par leur maintien obstiné sur le terrain de la lutte de classe, ils ouvriront la voie au communisme.

Il n'est pas jusqu'au caractère *technique* de nos syndicats qui ne contribuera à développer le progrès agricole, à lutter contre la routine et à augmenter la production.

Organisons les paysans dans les Syndicats de Travailleurs de la Terre, et si ces syndicats, groupés en fédération, ne peuvent — par suite de leur caractère non politique, mais syndical et coopéra-

tif, et de la condition spéciale des petits propriétaires qui les composent en majorité — ne peuvent entrer tels quels dans la C. G. T. U., faisons de leur fédération une organisation qui travaillera dans le champ de l'influence de l'I. C.

Il s'agit de réaliser le Bloc ouvrier et paysan.

Marius VAZEILLE.

L'Opinion d'un Anarchiste

.....
Nous, révolutionnaires anarchistes, nous pouvons et nous devons faire confiance au révolutionnarisme du Parti communiste ; il a fait ses preuves. Bien mieux, alors que nous gravissons encore la côte abrupte au haut de laquelle l'horizon de l'avenir nous apparaîtra, les communistes russes ont acquis l'expérience de l'autre versant... et le défrichent.

Ailleurs, le Parti communiste se révèle comme un élément réellement actif de propagande et d'entraînement révolutionnaires. Dégagé des illusions parlementaires et apologiste de l'action directe des masses, nos efforts ne peuvent-ils se conjuguer avec les siens, au lieu de les entraver par une lutte injustifiable ?

Je sais bien qu'on lui reproche de vouloir s'immiscer en tous les milieux et partout dominer.

Depuis quand le prosélytisme peut-il être imputé à crime ?

Quant à la fameuse « subordination » des organisations ouvrières, qu'on me permette de demeurer sceptique sur la sincérité de l'émoi qu'elle suscite. Dites, camarades anarchistes, si syndicats et coopératives s'orientaient nettement vers nos doctrines, vous insurgeriez-vous avec cette belle indignation contre votre propre emprise ? Non, n'est-ce pas ? Il n'y a donc, au fond de tout cela, que rivalité et jalousie de secte.

André GIRARD

(La Vie Ouvrière, 7 sept. 1923.)

Dans quelques jours paraîtra l'édition française de

l'Annuaire du Travail

Politique, économique et social

Un fort volume de 750 pages contenant d'innombrables renseignements sur

Le Mouvement Ouvrier International

La Russie des Soviets

Les Etats bourgeois

Envoi franco de la Table des Matières, sur demande, à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

Esquisse d'une critique de l'économie politique

(Suite)

N'avons-nous pas renversé la barbarie des monopoles, s'écrient les hypocrites, n'avons-nous pas porté la civilisation à tous les coins du monde, n'avons-nous pas rapproché les peuples et diminué le nombre des guerres? — Oui, vous avez fait tout cela, mais comment avez-vous fait cela? Vous avez anéanti les petits monopoles pour pouvoir faire agir d'autant plus librement et avec d'autant moins de mesure le monopole fondamental, à savoir la propriété privée. Vous avez civilisé toute la terre pour gagner de nouveaux territoires au développement de votre basse avidité. Vous avez rapproché les peuples, mais en une fraternité de voleurs, et diminué le nombre des guerres, pour pouvoir gagner davantage en temps de paix, et pour porter à son apogée l'hostilité des individus, la guerre interminable de la concurrence. Avez-vous jamais fait quoi que ce soit par pur sentiment d'humanité, poussés par la conscience de la vanité de l'antagonisme entre l'intérêt général et l'intérêt individuel? Avez-vous jamais été moraux, sans y être intéressés, et sans avoir, par devers vous, des motifs égoïstes, immoraux?

Après que l'économie libérale eut fait tout son possible pour généraliser l'inimitié, en détruisant les nationalités, et transformer l'humanité entière en un troupeau de bêtes féroces — et les concurrents sont-ils autre chose que cela? — qui veut se dévorer les unes les autres, parce que chacune a les mêmes intérêts que les autres, il ne lui restait plus qu'un pas à faire vers son but : la dissolution de la famille. Pour y arriver, sa propre invention, le système des fabriques, lui fut d'un grand secours. La dernière trace d'une communauté d'intérêts, la communauté des biens de la famille, fut enterrée par le système des fabriques et se trouve déjà — du moins en ce qui concerne l'Angleterre — en voie de dissolution. C'est un fait quotidien que les enfants, dès qu'ils sont capables de travailler, c'est-à-dire à l'âge de neuf ans, emploient pour eux leurs salaires, et ne considèrent plus la maison paternelle que comme une pension où ils donnent à leurs parents une certaine somme contre la logis et la nourriture. Et comment peut-il, d'ailleurs, en être autrement, étant donné l'isolement des intérêts qui est à la base du système du commerce libre? Dès qu'un principe est mis en mouvement, il se développe de lui-même jusqu'à ses plus extrêmes conséquences, que cela plaise ou non aux économistes.

Mais l'économiste ignore lui-même la cause qu'il sert. Il ne sait pas qu'avec tout son raisonnement égoïstique il n'est, au fond, qu'un anneau dans la chaîne du progrès général de l'humanité. Il ne sait pas qu'en supprimant tous les intérêts séparatistes, il ne fait que préparer la voie à la grande transformation vers laquelle se dirige le monde; la réconciliation de l'humanité avec la nature, ainsi qu'avec elle-même.

La première catégorie déterminée par le commerce est la *valeur*. Pas plus sur cette catégorie

que sur les autres, il n'y a de disputes entre les anciens et les nouveaux économistes, parce que les monopolistes, dans leur désir d'enrichissement à tout prix, n'avaient pas le temps de s'occuper de catégories. Toutes les discussions sur ces questions viennent des nouveaux économistes.

L'économiste, qui vit de contradictions, connaît naturellement aussi deux valeurs : la valeur abstraite ou valeur réelle et la valeur d'échange. Sur la nature de la valeur réelle, il existe depuis longtemps une vieille discussion entre les Anglais, qui voient dans le coût de production l'expression de la valeur réelle, et le Français Say, qui prétendit mesurer cette valeur d'après l'utilité d'une chose. La discussion dure depuis le début du siècle; elle s'est assoupie, mais n'est pas terminée. Les économistes sont incapables de rien terminer.

Les Anglais, surtout Mac Culloch et Ricardo, prétendent que la valeur abstraite d'une chose est déterminée par le coût de production. Il s'agit évidemment ici de la valeur abstraite, et non pas de la valeur d'échange, l'*exchangeable value*, la valeur commerciale, qui est tout à fait autre chose. Pourquoi le coût de production est-il la mesure de la valeur? Parce que — attention! — personne, dans des circonstances ordinaires, et en mettant de côté la concurrence, ne voudra vendre un objet moins cher que sa production ne lui a coûté. Mais que vient faire ici, où il ne s'agit pas de commerce, la « vente »? Car voilà de nouveau le commerce qui joue — alors que nous voulions précisément le mettre de côté — et quel commerce! Un commerce d'où l'élément fondamental, à savoir la concurrence, est éliminé. D'abord une valeur abstraite, puis un commerce abstrait, un commerce sans concurrence, c'est-à-dire un homme sans corps, une pensée sans cerveau pour produire des pensées. L'économiste ne se rend-il pas compte que, si l'on élimine la concurrence, il n'y a plus aucune garantie que le producteur vend ses marchandises exactement à leur coût de production? Quelle confusion!

Allons plus loin. Supposons, pour un instant, que tout se passe comme l'affirme l'économiste. Supposons que quelqu'un a fait quelque chose de tout à fait inutile, en y employant une peine inouïe, et avec des frais considérables, quelque chose que personne ne désire; est-ce que cette chose vaudra son coût de production? Nullement, répond l'économiste, car qui voudra l'acheter? Nous avons donc ici, non seulement l'utilité de Say, tant décriée, mais aussi, avec la vérité, la concurrence. Il n'est donc pas possible que l'économiste maintienne un seul instant son abstraction. Non seulement il se heurte à chaque instant à la concurrence qu'il voulait écarter à tout prix, mais aussi à l'utilité, qu'il repousse. C'est qu'en réalité la valeur abstraite et sa détermination par le coût de production ne sont que des abstractions, des nonsens.

Nous donnons, pour un instant, raison à l'économiste. Comment pense-t-il déterminer le coût

de production sans tenir compte de la concurrence ? Nous verrons, en effet, en étudiant le coût de production, que cette catégorie est, elle aussi, basée sur la concurrence, et nous verrons, ici aussi, que l'économiste ne peut pas défendre ses affirmations.

Si nous passons à Say, nous rencontrons la même abstraction. L'utilité d'une chose est quelque chose de purement subjectif, rien de définitif, et, d'ailleurs, impossible à définir, du moins tant qu'on se débat encore dans les contradictions.

D'après cette théorie, les besoins nécessaires doivent avoir une valeur supérieure aux articles de luxe. Le seul moyen de se faire une idée objective, en apparence, générale, de la plus ou moins grande utilité d'une chose, sous le régime de la propriété privée, c'est précisément la concurrence, et on veut la mettre de côté. Si on tient compte de la concurrence, il faut, dès lors, tenir compte également du coût de production, car personne ne voudra vendre un objet moins cher qu'il ne lui a coûté. C'est ainsi qu'ici, également, un des deux termes de l'antithèse passe, de l'autre côté, contre toute volonté.

Essayons d'apporter un peu de clarté dans cette confusion. La valeur d'un objet réunit ces deux facteurs, que les deux parties adverses séparent violemment, et, ainsi que nous l'avons vu, sans aucun succès. La valeur est le rapport du coût de production à l'utilité. La première application de la valeur consiste à décider s'il faut, d'une façon générale, fabriquer un objet, c'est-à-dire si l'utilité de cet objet en compense le coût de production. Ce n'est qu'ensuite qu'on peut parler d'appliquer la valeur à l'échange. Le coût de production de deux objets étant le même, l'utilité sera l'élément décisif pour déterminer leur valeur respective.

C'est là la seule base véritable de l'échange. Mais alors, qui décidera de l'utilité de la chose ? L'opinion des participants ? Mais alors, chacun sera trompé. Ou bien une détermination fondée sur l'utilité inhérente de la chose, indépendante de la volonté des parties en présence, et que celles-ci n'aperçoivent pas ? Mais, alors, l'échange n'a lieu que par la violence, et chacun se considère comme trompé. On ne pourra supprimer cet antagonisme entre l'utilité réelle de la chose et la détermination de cette utilité, entre celle-ci et la liberté des échangistes, qu'en supprimant la propriété privée. Et quand il n'y aura plus de propriété privée, on ne pourra plus parler d'échange, tel qu'il existe aujourd'hui. L'application pratique de la notion de valeur se réduira de plus en plus à la décision sur la production, et c'est là son véritable rôle.

Où en sont maintenant les choses ? Nous avons vu comment l'on a séparé violemment les deux éléments de la valeur, et comment chacun de ces éléments a été pris pour le tout. Le coût de production, faussé d'avance par la concurrence, constitue la valeur, de même pour l'utilité subjective, car il n'y en a pas d'autre. Pour mettre debout cette définition boiteuse, il faut, dans les deux cas, tenir compte de la concurrence, et ce qui est plus drôle, c'est que, chez les Anglais, la concurrence représente l'utilité en face du coût de production, et chez Say le coût de production, en face de l'utilité. Et quelle utilité, quel coût de production elle représente ! Son utilité dépend du hasard, de la mode, du caprice des riches, son coût de production augmente ou baisse selon les rapports de l'offre et de la demande.

Ce qui constitue la différence fondamentale entre la valeur réelle et la valeur d'échange, c'est que la valeur d'un objet est différente de l'équivalent

contre lequel on l'échange dans le commerce, c'est-à-dire que cet équivalent n'en est pas un. Ce soi-disant équivalent, c'est le prix de l'objet, et si les économistes étaient honnêtes, ils emploieraient ce mot pour la « valeur commerciale ». Mais ils s'efforcent à tout prix de conserver une trace d'apparence que le prix s'accorde de quelque façon que ce soit avec le prix, afin que l'immoralité du commerce n'apparaisse pas d'une façon trop évidente. Mais il est tout à fait juste de dire — et c'est là une des lois principales de la propriété privée — que le prix est déterminé par les réactions réciproques du coût de production et de la concurrence. Cette loi, purement empirique, est la première qu'aient trouvée les économistes, et c'est de cette loi qu'ils ont abstrait la valeur réelle, c'est-à-dire le prix au moment où les rapports de concurrence s'équilibrent, où l'offre couvre la demande. A ce moment-là, il ne reste naturellement plus que le coût de production, et c'est ce que les économistes appellent la valeur réelle, alors que ce n'est autre chose qu'une détermination des prix. C'est ainsi que tout est renversé en économie politique ; la valeur, qui est l'origine, la source du prix, y est subordonnée au prix, son propre produit. Comme l'on sait, cette inversion constitue l'essence de l'abstraction. (Voir, à ce sujet, Feuerbach.)

**

D'après les économistes, le coût de production d'une marchandise se compose de trois éléments :

- 1° De la rente, pour la terre nécessaire à la production des matières premières ;
- 2° Du capital, y compris les bénéfices ;
- 3° Des salaires, pour le travail nécessaire à la production des matières et à la fabrication des marchandises.

Mais il apparaît immédiatement que le capital et le travail sont identiques, étant donné que les économistes eux-mêmes avouent que le capital n'est autre chose que du « travail accumulé ». Il ne reste plus, dès lors, que deux éléments : 1° l'élément naturel, objectif, le sol, et 2° l'élément humain, subjectif, le travail, qui englobe le capital, et, outre le capital, un troisième élément, auquel les économistes ne pensent pas, à savoir l'élément intellectuel de l'invention, de la pensée, du simple travail, à côté du travail physique. Qu'a à faire l'économiste avec l'esprit d'invention ? Est-ce que toutes les inventions ne sont pas venues à lui sans qu'il ne lui en coûtât rien ? L'une d'entre elles lui a-t-elle coûté quelque chose ? Il n'a donc pas à s'en occuper pour le calcul de son coût de production. Pour lui, les seules conditions de la richesse sont la terre, le capital, le travail ; il n'a besoin de rien d'autre. La science ne l'intéresse pas. Qu'est-ce que cela peut lui faire qu'elle lui ait fait, par l'intermédiaire de Bertholet, de Davy, de Liebig, de Watt, de Cartwright, des cadeaux qui l'ont élevé infiniment, lui et sa production ? Cela n'entre pas dans ses calculs ; les progrès de la science dépassent ses calculs. Mais, raisonnablement, et sans tenir compte de la division des intérêts, telle qu'elle a lieu chez les économistes, l'élément intellectuel fait certainement partie des éléments de la production, et doit trouver sa place dans l'économie, parmi les frais de production. Et il est, en tout cas, intéressant de savoir comment la science est payée matériellement, et qu'un seul produit de la science, tel que, par exemple, la machine à vapeur de James Watt, a plus rapporté au monde en cinquante ans que le monde n'a dépensé pour la science depuis sa naissance.

(A suivre.)

Frédéric ENGELS.

LA SEMAINE

LUNDI 24 SEPTEMBRE

France. — A Paris, grève des modistes. L'augmentation de 15 % proposée par les maisons de mode porteraient le salaire des apprêteuses à : (Non nourries) : 294 fr., 237 fr., 179 fr., selon les catégories ; (Nourries) : 388 fr., 330 fr., 273 fr., selon les catégories. Les grévistes demandent 40 % d'augmentation.

Allemagne. — La capitulation de Stresemann est imminente. Les social-démocrates de Berlin, après audition de Zeigner, président (social-démocrate de gauche) du gouvernement saxon (appuyé par les communistes), se sont prononcés hier (23 septembre) contre la grande coalition socialo-bourgeoise. Collision à Wiedersich (Saxe) entre nationalistes et ouvriers (2 morts, 3 blessés).

Espagne. — Deux terroristes exécutés dans la prison de Tarrasa (Catalogne).

Bulgarie. — Les combats continuent entre les révoltés (paysans et communistes) et les troupes gouvernementales.

Inde. — Le Congrès national indou s'est terminé par la victoire de Das, contre Gandhi, des obstructionnistes contre les partisans de la résistance passive (de la « non-participation »). On sait que Gandhi est depuis un an et demi en prison.

MARDI 25 SEPTEMBRE

Allemagne. — Dans la matinée, les chefs des Etats confédérés, convoqués par Stresemann, se prononcent pour la cessation de la résistance passive. De même, dans l'après-midi, les représentants des divers partis (non communistes) des régions occupées. La résistance cesse parce que le Reich est devenu impuissant à la financer plus longtemps.

MERCREDI 26 SEPTEMBRE

France. — Grand meeting (à Paris) contre le procès intenté par le gouvernement espagnol à huit ouvriers injustement accusés d'avoir trempé dans le meurtre (8 mars 1921) du premier ministre Dato. — Saisie et vente de meubles de Marie Guillot, secrétaire de la C. G. T. U. pour refus de payer l'impôt sur les salaires.

Allemagne. — Proclamation du président Ebert au peuple allemand, sur la fin de la résistance passive. Depuis que les troupes franco-belges ont envahi la Ruhr, plus de 130.000 Allemands ont été chassés de chez eux ; des actes de violence sans nombre ont été commis par les occupants, faisant plus de 100 victimes ; des centaines d'Allemands ont été arrêtés, condamnés. La population de la Ruhr s'étant refusée à travailler sous les baïonnettes, le gouvernement allemand devait prendre sur lui de la nourrir. Il a dépensé dans ce but des sommes de plus en plus considérables (3.500 trillions, la semaine dernière ; 7.000 trillions prévus pour la semaine en cours).

« L'ancienne production des pays du Rhin et de la Ruhr a cessé. La vie économique dans l'Allemagne occupée et non occupée est désorganisée. Il est à craindre de la manière la plus sérieuse qu'en continuant à procéder comme on l'a fait jusqu'ici, la création d'une monnaie régulière, le maintien de la vie économique et l'existence même ne deviennent impossibles pour notre peuple.. »

« Pour conserver la vie au peuple et à l'Etat, nous sommes placés aujourd'hui devant la dure nécessité de cesser la lutte. »

Interdiction des meetings des Conseils d'usines à Berlin. — Vive agitation nationaliste en Bavière.

Balkans. — La Conférence des ambassadeurs (Paris) décide que la Grèce paiera à l'Italie 50 millions de lire pour le meurtre des officiers de la mission Tellini (« le prix du sang », dit l'Humanité).

JEUDI 27 SEPTEMBRE

France. — Le Congrès des mineurs réformistes (Fédération Bartuel) se réunit à Paris.

Angleterre. — Travailleurs et trade-unionistes, en présence de la situation internationale, réclament la convocation de la Chambre. — A Poplar, faubourg ouvrier

de Londres (représenté au Parlement par Lansbury), émeute de sans-travail. Nombreux blessés.

Balkans. — L'Italie se résigne à tenir ses promesses et à évacuer Corfou.

Allemagne. — L'ultra-réactionnaire et monarchiste Von Kahr est nommé dictateur en Bavière ; il proclame la loi martiale. Gessler, chef de la Reichswehr, nommé chef du pouvoir exécutif pour toute l'Allemagne ; il proclame aussitôt l'état de siège et envoie, dans tous les pays confédérés, des commissaires généraux.

VENDREDI 28 SEPTEMBRE

Allemagne. — Le gouvernement allemand retire les ordonnances relatives à la résistance passive dans la Ruhr. — Grève générale de 24 heures dans la Ruhr. — On affirme qu'en Bavière Von Kahr serait d'accord avec Berlin pour s'opposer aux menées de l'extrémiste Hitler, chef des bandes fascistes bavaroises.

SAMEDI 29 SEPTEMBRE

France. — Le Congrès des mineurs de la Fédération Bartuel repousse l'unité et le front unique.

Espagne. — Le dictateur Primo de Rivera exhorte les ouvriers à intensifier la production. Ce qui veut dire que la journée de 8 heures est en danger.

Angleterre. — Margaret Bondfield vient d'être élue présidente du Conseil général de la grande organisation syndicale connue sous le nom de *Trades Union Congress*.

Russie. — Rakovsky, chef de la délégation commerciale russe, arrive à Londres, accompagné de Krassine.

Italie. — Le procès des communistes italiens (Bordiga, Terracini, Gramsci, Tasca, etc.), commencera le 18 octobre.

DIMANCHE 30 SEPTEMBRE

Allemagne. — Von Kahr prononce le retrait, pour la Bavière, des ordonnances relatives à la protection de la République. Il fait perquisitionner la *Münchener Post* (socialiste). L'opposition ouvrière et socialiste semble grandir en Bavière. — A Dusseldorf, au cours d'une manifestation séparatiste, des bagarres provoquent l'intervention de la *schupo* ; plusieurs morts, nombreux blessés. ●

MEMENTO

- L'Humanité a publié :
- Le 24 : *Les Communistes allemands veulent-ils la guerre ?* (J. Humbert-Droz).
 - Le 25 : *Pucquoi les communistes s'opposent à la capitulation de Stresemann* (J. Humbert-Droz) ; *Comment fut réduite [au Maroc] la tâche de Taza* (M. Fourrier) (4 articles, 22, 23, 25, 28 septembre) ; *Kalinine à Vladivostok* (Parijanine).
 - Le 26 : Appel d'André Marty en faveur des candidatures Midol ; *Pas de scission dans l'A. R. A. C.* (Eug. Baptiste).
 - Le 27 : Adhésion d'André Marty au Parti communiste ; *les Dictatures* (Ch. Rappoport).
 - Le 28 : Appels de la C. G. T. U. et du Parti Communiste (en prévision de la révolution allemande) ; *les Tendances au pied du mur* (G. Monmousseau) ; *Dix jours de dictature militaire en Espagne* (correspondance de Barcelone) : « Tout paraît indiquer que la dictature... ne pourra être de longue durée... La dictature militaire ira inéluctablement à la débâcle. »
 - Le 29 : Appels du Comité d'Action (événements d'Allemagne) et de la Fédération des Jeunesses aux soldats de la Ruhr : « Fraternisez avec les révolutionnaires d'Allemagne ! » ; *Bloc des Gauches et Union créée* (D. Renault).
 - Le 30 : *La Fortune* (A. Marty) ; des documents sur le séparatisme rhénan (Dorten aux gages de la France) ; *Pierre Hamp* (Parijanine) ; *Les nouveaux grands centres miniers* (pétrole, cuivre, fer) en perspective (R. Louzon).

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.